



Séance du 11 avril 2025

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conseil Municipal du

11 avril 2025

Convocation du

02 avril 2025

Nombre de conseillers

En exercice : 10

Présents : 9

Votants : 9

L'an deux mil vingt-cinq, le 11 avril, le Conseil Municipal dûment convoqué 02 avril, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie de Bois de la Pierre, sous la présidence de Monsieur WAWRZYNIAK Stéphane, Maire de Bois de la Pierre.

PRÉSENTS : WAWRZYNIAK Stéphane, DI MARE Jocelyne, BRISSEAU Jérôme, BERGÉS Deolinda, BOINEAU Laëtitia, GARCIA VILLAR Amandine, GROOT Hesther, MARLATS Laurence, RAMBLA DINNAT Estelle, WOUTERS Éric.

ABSENTS-EXCUSÉS :

ABSENTS : BERGÉS Deolinda.

PROCURATIONS :

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : DI MARE Jocelyne.

OBJET : ABROGATION DE LA CARTE COMMUNALE.

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal du 30 mars 2009 approuvant la révision de la carte communale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 approuvant la révision de la carte communale ;

Vu l'arrêté du maire en date du 23 août 2024 soumettant à une enquête publique unique, l'abrogation de la carte communale, l'élaboration du Plan Local d'urbanisme (PLU) et l'élaboration du zonage d'assainissement, du 30 septembre 2024 au 29 octobre 2024 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 13 décembre 2024 donnant un avis favorable à l'abrogation de la carte communale.

Monsieur le Maire rappelle que le code de l'urbanisme ne prévoit pas que le PLU approuvé se substitue à la carte communale.

Les autorisations d'urbanisme ne pouvant être délivrées que sur la base d'un seul document d'urbanisme, il convient d'abroger la carte communale lors de la phase d'approbation du PLU. Ainsi, les mesures de publicité dans la presse de l'abrogation de la carte communale et de l'approbation du PLU se feront le même jour, après affichage en mairie de la délibération du conseil municipal et de l'arrêté préfectoral abrogeant la carte communale.

Les articles L. 163-1 et suivants et R.163-1 et suivants du code de l'urbanisme ne décrivent pas la procédure d'abrogation de la carte communale. Il convient donc d'appliquer le parallélisme des formes, à savoir une procédure similaire à celle de l'élaboration.

Le commissaire-enquêteur ayant donné un avis favorable à l'abrogation de la carte communale, cette abrogation peut donc être décidée par le conseil municipal puis par le préfet.

Considérant qu'il est nécessaire d'abroger la carte communale, le PLU approuvé se substituant pas à la carte communale ;

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- **D'abroger la carte communale approuvée par délibération du conseil municipal du 30 mars 2009 et l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 ;**
- **De transmettre la demande d'abrogation de la carte communale à Monsieur le Sous-préfet de Haute-Garonne, arrondissement de Muret ;**

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Ainsi délibéré les jour, mois et an que dessus,
Pour extrait conforme,
Le Maire,
Stéphane WAWRZY尼亚K



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 7 ; Téléphone : 05 62 73 57 57 ; Fax : 05 62 73 57 40) ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>